Mme Legros, citoyenne sans le savoir (Paris, fin XVIII^e siècle)

Madame Legros, a citizen before citizenship ? (Paris late eighteenth century)

Laurence Croq

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12960>

DOI : 10.4000/clio.12960

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Pagination : 151-164

ISBN : 978-2-7011-9852-1

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Laurence Croq, « Mme Legros, citoyenne sans le savoir (Paris, fin XVIII^e siècle) », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 43 | 2016, mis en ligne le 01 juin 2019, consulté le 04 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/clio/12960> ; DOI : 10.4000/clio.12960

Mme Legros, citoyenne sans le savoir (Paris, fin XVIII^e siècle)¹

Laurence CROQ

À Pascaline, qui a fréquenté Latude pendant de nombreuses années

Le 25 août 1784, « Mme Le Gros, Mde Mercière » reçoit de l'Académie française le prix de vertu fondé par Montyon en 1783². Elle est ainsi récompensée de n'avoir « pendant trois ans [...] cessé de secourir par ses soins, ses démarches & ses dépenses, une personne dont le hazard lui a fait découvrir le malheur », Jean Henri Masers de Latude (1725-1805). Au mois de mars, le baron de Breteuil a en effet signé la libération de Latude, aventurier mythomane. Enfermé en 1749 pour avoir dénoncé un faux complot contre Madame de Pompadour, Latude est resté incarcéré pendant plus de trente ans par lettres de cachet dans divers lieux, de la Bastille dont il s'est évadé plusieurs fois et dont il deviendra l'ancien prisonnier le plus célèbre, aux cabanons de l'hôpital de Bicêtre³. Le prix attribué à Madame Legros comprend une somme de 12 000 livres et une médaille représentant d'un côté Minerve debout, tenant une couronne de laurier, et de l'autre l'inscription « Prix de vertu », « entourée d'une couronne civique ». Françoise Gellain épouse Legros (1749-1821) serait-elle une citoyenne des Lumières ?

¹ Ce papier a fait l'objet d'une première présentation au séminaire de Robert Descimon, Fanny Cosandey, Élie Haddad et Mathieu Marraud en mars 2014 à l'EHESS lors d'une séance consacrée au thème « Être marchande à Paris au XVIII^e siècle ». Je remercie Sylvie Steinberg de m'avoir proposé de le publier.

² *Journal de Paris*, 26 août 1784 : 2016.

³ Le meilleur ouvrage que j'ai lu sur Latude est celui d'André Nos (1994).

Son histoire s'inscrit dans le contexte du règne de Louis XVI où le despotisme ministériel est critiqué par l'opinion publique parisienne⁴. Les lettres de cachet symbolisent l'arbitraire du roi et de ses agents – qui en justifient pourtant l'usage par la protection de l'honneur des familles⁵. En 1775-1776, Malesherbes s'est intéressé au sort des prisonniers emprisonnés par lettres de cachet, mais sans succès. Dans les années 1780, la critique sociale et politique des « ordres du roi » s'est amplifiée, avec la publication en 1782 de l'ouvrage de Mirabeau, *Des lettres de cachet et des prisons d'État*, puis en 1783 des *Mémoires sur la Bastille* de Linguet. Le succès de Madame Legros en 1784 s'inscrit dans la continuité de cette lutte contre les abus du pouvoir royal.

L'histoire de la libération de Latude est pourtant singulière. Elle n'est ni une cause (Latude n'est pas une figure totalement innocente), ni *a fortiori* une cause célèbre : Madame Legros ne dénonce pas les abus des institutions judiciaires comme Voltaire ou les avocats des « causes célèbres »⁶. Il n'y a pas non plus d'« affaire Latude » : sa libération repose bien « sur l'engagement d'un médiateur », en l'occurrence une médiatrice, mais pas sur « la saisie d'un espace public pris à témoin de l'injustice »⁷, l'initiative de Madame Legros de 1781 à 1784 n'étant médiatisée qu'après son succès. L'engagement de cette mercière est enfin original car les Parisiens médisent volontiers de la politique du gouvernement, avec ou sans traits d'esprit, mais ils en restent le plus souvent aux paroles⁸.

Madame Legros sort donc de l'anonymat, dans un contexte où la visibilité sociale des femmes non nobles est très limitée⁹. Elle sera même héroïsée par une littérature nourrie des multiples versions de la vie de Latude, incarnant la femme du peuple courageuse que rien ne rebute pour obtenir la libération d'un homme qui est lui-même

⁴ Baker 1993.

⁵ Quétel 1981.

⁶ Maza 1997.

⁷ Offenstadt & Van Damme 2007 : 10.

⁸ Farge 1992.

⁹ Dermenjian, Guilhaumou & Lapied 2000 : 203-315.

l'incarnation des maux de l'Ancien Régime¹⁰. Mais qu'y a-t-il derrière cette figure presque mythifiée de la femme éprise de justice ? Madame Legros est-elle mue par sa conscience politique ? Fait-elle œuvre de charité ? S'agit-il d'un acte de bienfaisance ? Son histoire amène à s'interroger sur les fondements possibles d'une identité féminine citoyenne à Paris avant le temps des tricoteuses¹¹. Ce papier cherche à comprendre la genèse familiale et sociale de sa personnalité avant de questionner l'originalité de son entreprise parmi les autres actions féminines contemporaines et de mesurer les fondements idéologiques de son engagement et de son succès.

Itinéraire d'une famille bourgeoise en voie de déclassement

Madame Legros, née Françoise Gellain (ou Geslain, Geslin, Gelin), est une bourgeoise parisienne déclassée, mais enracinée dans le territoire paroissial de Saint-Germain-l'Auxerrois. Elle est née en 1749 au Mans, mais elle est la petite-fille d'un marchand mercier quincaillier parisien¹². La mercerie est une communauté composée de marchands qui vendent du fer, de la soie, des toiles... Elle ne reçoit aucune femme avant 1776, mais les veuves peuvent poursuivre l'activité de leur défunt époux et acquérir ainsi une certaine autonomie. Elle est fortement valorisée dans l'espace parisien, car elle est un des Six-corps de marchands (avec la draperie, l'épicerie, l'orfèvrerie, la bonneterie et la pelleterie) dont l'élite accapare les charges de la notabilité bourgeoise (marguilliers, consuls et juges consuls, échevins...). Les marchands merciers les plus modestes comme les Gellain n'ont pas plus de droits politiques que les gens du peuple, mais ils tirent de leur appartenance corporative un capital social qui les positionne dans la frange supérieure de la bourgeoisie.

¹⁰ Madame Legros et Latude seront reçus dans le salon de la duchesse d'Abrantès sous l'Empire. Junot Abrantès : 143-146 (appelée à tort Madame Lemoine). Michelet 1854 : 15-29.

¹¹ Godineau 1988.

¹² Archives Nationales (désormais AN), Minutier central des notaires (désormais MC), CXV 303, 1^{er} mars 1699, mariage Gellain-Ernette.

Sur le plan professionnel, le grand-père de Madame Legros, Nicolas Gellain est bien intégré dans le milieu des marchands de fer puisqu'il est établi sur le quai de la Mégisserie paroisse Saint-Germain l'Auxerrois. En 1715, il décède laissant son épouse veuve avec six enfants dont le benjamin, Balthazar-Anne, futur M. Gellain père, a seulement deux ans. En 1717, la grand-mère Gellain est toujours principale locataire de sa maison, mais sa famille est à l'étroit au quatrième étage dans une seule chambre, et sa boutique n'est pas bien grande (actif de 2 750 livres)¹³. Elle se remarie pourtant avec Jacques Silvestre « marchand mercier », fils d'un laboureur, peut-être son ancien commis. Les clauses du contrat sont typiques des alliances des veuves d'artisans et de marchands qui tiennent boutique : celles-ci dominent le marché matrimonial car elles ont un local commercial, des fournisseurs et des clients. Les enfants Gellain seront donc « nourris, logés, entretenus et instruits » aux frais de la communauté jusqu'à l'âge de 15 ans, et Madame Gellain devra hériter de tous les biens de son époux s'il prédécède¹⁴. La même année, elle soutient un procès contre le chapitre de Saint-Germain à propos de droits dus audit chapitre et au fossoyeur « pour l'inhumation d'un sieur Geslain » dans le cimetière des Saints-Innocents. L'affaire n'est pas claire : Madame Gellain avait-elle les moyens de payer l'inhumation ? ou bien estime-t-elle que le clergé n'a pas fourni les prestations pourtant dûment acquittées, selon une critique récurrente des laïcs parisiens ?¹⁵

Jusqu'aux années 1730, Balthazar Anne Gellain travaille « chez sa mère & chez deux autres Marchands Merciers en qualité de Garçon de boutique », puis il s'établit au Mans. Employé chez un libraire (mais se présentant généralement comme « marchand fripier »), il se marie en 1743 avec Marie Madeleine Desbois qui lui donnera au

¹³ Bouthier 2004.

¹⁴ AN, MC, XXXIV 390, 8 avril 1717, inventaire après décès de Nicolas Gellain (je remercie Geneviève Morin de m'avoir transmis cette référence), 8 mai 1717, mariage Silvestre – veuve Gellain ; Lanza 2007.

¹⁵ BN Richelieu, ms. Joly de Fleury-2301, fol. 118-124, réponse au mémoire du chapitre, pour la veuve Geslain, appelante, et les sieurs curés et marguilliers, intervenants, contre le chapitre de Saint-Germain-l'Auxerrois ; second mémoire pour le doyen, les chanoines et le chapitre de Saint-Germain-l'Auxerrois, intimés et défendeurs, contre la veuve Geslain..., 1717 ; Foisil 1974 ; Croq 2012.

moins onze enfants¹⁶. B.-A. Gellain a une condition économique modeste, mais il est aussi sûr de ses droits et aussi procédurier que sa mère. Le 31 août 1757, il est reçu mercier à Paris comme fils de maître, puis, en vertu du droit que les membres des communautés parisiennes ont de s'installer dans toutes les villes de France, il sollicite son intégration dans le corps de la mercerie mancelle, qui refuse. Il intente alors un procès dans lequel il reçoit le soutien des Six-corps. Le 30 août 1759, le parlement confirme finalement le droit des merciers de s'établir dans toute la France¹⁷. L'affaire est loin d'être confidentielle puisque le recueil de jurisprudence de Denisart la rapporte¹⁸, mais M. et Madame Gellain n'ont pas les moyens d'exploiter leur victoire juridique. Ils quittent donc le Mans et s'établissent à Paris dans la paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois avec leurs quatre enfants, dont Françoise, 10 ans, est l'aînée. Balthazar-Anne retrouve sa sœur, Marie Marthe, gouvernante/cuisinière de l'abbé Rousseau, et trois de ses frères aînés, qui ont probablement été reçus dans la mercerie, mais qui *de facto* travaillent dans les services de La Poste. La conservation de leur appartenance corporative confère à ces hommes un statut social supérieur à celui des autres employés, tandis que leur reconversion dans une administration est caractéristique des évolutions professionnelles des merciers faillis. Le passage au salariat n'a pas provoqué de désinsertion, il a impliqué une forme de déclassement mais pas forcément l'appauvrissement : en 1760, l'un des oncles de Madame Legros, Jean Henry Gellain, dote sa

¹⁶ Archives départementales de la Sarthe (désormais AD 72), 1Mi 417, registres paroissiaux de la paroisse du Crucifix du Mans 1706-1753 : p. 459, n°646, 4 juillet 1743 (mariage Gellain – Desbois de l'Epine) ; p. 483 (1745, baptême de Jean Balthazar) ; p. 498 (1746, Anne Jeanne) ; p. 518 (1747, Marie Madeleine) ; p. 537 (1749, Françoise) ; p. 552 (1750, Balthazar Pierre) ; p. 570 (1752, Madeleine) ; p. 582 (1753, Michel Jean) ; p. 553 (1750, inhumation de Marie, 6 ans). 1Mi 418, registres 1754-1788 : p. 25 (1755, baptême de Marie Charlotte) ; p. 35 (1756, Rose) ; p. 62 (1758, Augustin Edme) ; p. 74 (1759, Jeanne).

¹⁷ AD 72, 5E 125, procès contre le sieur Geslain, mercier parisien, demandant à s'installer au Mans, 1757-1759. AN, KK1342, registres des délibérations des Six-corps, p. 406 (je remercie Mathieu Marraud de m'avoir signalé ce document).

¹⁸ Denisart 1777 : 131 (article "arts et métiers").

filles Marie Marguerite de 16 000 livres pour son mariage avec Nicolas François Legrand, employé dans les fermes du roi¹⁹.

B.-A. Gellain marie ses trois filles dans les années 1770 avec des voisins. La cadette est mariée la première en 1772 avec Joseph Boussuge qui exerce la fonction de « commissionnaire du grand courrier » de son futur beau-père, sans doute dans l'espoir de lui succéder à son décès. Grâce à cet emploi, à leur intégration dans Paris et malgré leur endettement (ils doivent 2 698 livres au futur époux), les Gellain ont négocié le mariage en position de force (Boussuge apporte plus de 9 000 livres). En 1773, Françoise, dotée de 2 000 livres, fait un mariage modeste avec Claude François Legros, « garçon marchand » et fils unique d'un maître fondeur, qui est doté de 1 000 livres²⁰. Des trois filles Gellain, Françoise est sans doute la plus mal mariée, mais sa position économique et sociale est supérieure à celle de son époux.

En novembre 1774, M. et Madame Legros partent à Saint-Domingue, sans doute convoient-ils des fonds pour un banquier²¹, Françoise étant l'amie d'Anne Étienne Lhermitte, femme de charge du banquier Jean Joseph Sollier depuis 1769. On les retrouve à Paris en février 1778. La position de Legros semble mal assurée. En 1783, il se dit « marchand mercier » dans l'acte de baptême de son fils cadet. En 1784, il n'a aucune qualité dans la rente constituée par « différentes personnes bienfaisantes qui n'ont pas voulu être nommées » en faveur de son épouse « Françoise Gellain marchande mercière à Paris, épouse Claude François Legros »²². A-t-il été reçu dans la mercerie ? C'est possible, mais il est probable qu'en 1781, il

¹⁹ AN, MC, LXIV 387, 20 avril 1765, testament de Marie Marthe Gellain ; 23 avril 1765, inventaire après décès de François Rousseau, prêtre prieur de Saint-Quentin en Mauge ; XXXIV 453/454, 29 mars 1730, mariage Jean Antoine Nicolas Gellain – Marie Anne Chiquet ; CXXII 712, 16 juin 1760, mariage Legrand – Gellain.

²⁰ AN, MC, XCVIII 600, 28 septembre 1772, obligation Gellain à Boussuge ; XCVIII 600, 29 septembre 1772, mariage Boussuge – Gellain ; CXXII 784, 16 octobre 1773, mariage Legros – Gellain ; LXXVIII 832, 3 février 1778, mariage Auvray – Gellain.

²¹ Debien 1965 : 242. Je remercie Valérie Gratsac-Legendre de m'avoir suggéré cette hypothèse très plausible.

²² AN, MC, LXXIII 1056, 7 août 1784, constitution de rente.

tire ses ressources « des éducations particulières » qu'il donne. Le couple n'a donc pas de boutique, Madame Legros est probablement « marchande mercière » comme fille de mercier.

En 1781, Françoise a 32 ans, elle n'a plus ni père ni mère, ni oncles paternels, mais elle donne naissance à un garçon²³. Elle vit alors dans la rue des Fossés Saint-Germain-l'Auxerrois dans la paroisse du même nom, comme ses sœurs et son cousin tapissier. Son histoire familiale et personnelle est tendue entre une condition socio-professionnelle presque populaire et une identité sociale bourgeoise. Le déclassement a été lent et a touché tous les Gellain qui sont désormais une famille d'employés. L'esprit conservateur qui les concentre dans un même territoire les différencie des notables qui pensent le choix de leurs résidences et de leurs sociabilités à l'échelle de la capitale et non plus d'un quartier²⁴. Mais l'identité des Gellain reste bourgeoise par la conjonction de leur passé dans la mercerie et de l'enracinement de la famille dans la même paroisse. Madame Legros s'inscrit dans une lignée de figures familiales fortes, à la fois féminines et masculines : son aïeule, veuve énergique et peut-être anticléricale, son père, modeste employé mais fier fils de mercier parisien qui revendique haut et fort ses droits. Mais elle a aussi sa place dans une galerie de portraits de femmes issues de la marchandise qui se sont engagées plus ou moins discrètement en faveur d'une cause ou d'un homme sous l'Ancien Régime et la Révolution.

Un engagement individuel contre l'injustice

L'engagement de Madame Legros prend place dans une société où la vie des marchandes n'est pas confinée à l'espace privé. Elle ne ressemble pourtant guère aux épouses de commerçants impliquées dans la vie de leur cité. L'action de ces dernières a en effet deux traits principaux : elle est limitée à un quartier et elle présente un caractère familial. La paroisse est sous l'Ancien Régime le terrain de prédilection des conjointes des notables dont l'action charitable est complémentaire du travail de gestion de leur époux. On peut, de ce

²³ Jal 1867 : 762.

²⁴ Garriocho 1986.

point de vue, évoquer la figure de Marie Françoise Henocque, fille d'un épiciers et épouse de Guillaume Gabriel Chapus de Malassis, mercier élu échevin en 1776, qui est administratrice et bienfaitrice de la compagnie de charité de la paroisse de Saint-Eustache dont son mari a été marguillier. La crise janséniste a encouragé les engagements féminins, mais toujours dans un cadre familial. Une famille de bonnetiers, celle des Guy, illustre particulièrement cette mobilisation de plusieurs parents. Jean Guy, également porteur de la châsse de Sainte-Geneviève depuis 1719, est embastillé comme « distributeur de publications jansénistes » en octobre 1742. Il milite pour la cause janséniste de concert avec ses deux sœurs, Madeleine Guy, l'une des premières convulsionnaires, et Madeleine Guy de Saint-Maurice, religieuse au couvent des Bénédictines du Calvaire du faubourg Saint-Germain qui sera exilée à Orléans²⁵. Quant aux femmes qui font partie des compagnies de libération des prisonniers, ce sont pour l'essentiel des nobles ou bien de grandes bourgeoises issues de la moyenne robe (procureurs des comptes...).

Il faut attendre la Révolution pour rencontrer, à ma connaissance, des figures de marchandes dont la mobilisation n'a pas de caractère familial. Madame Bergeron, épouse d'un mercier de fer, est motivée par sa conscience religieuse quand elle protège un groupe de prêtres réfractaires surnommés les « aumôniers de la guillotine ». Lorsque la police interroge son époux, Louis Eloi Bergeron, reçu mercier en 1766, on apprend que depuis 1781, il « n'est plus à la tête de sa boutique » située dans l'île de la Cité, à cause de sa paralysie, et que le commerce est tenu par son épouse Marie Angélique Coqueret (1756-1813), elle-même fille d'un mercier parisien²⁶. L'action de Madame Taveau, autre bourgeoise, est plus ponctuelle, car elle protège son jeune voisin, Etienne Denis Pasquier (1767-1862), « ci-devant » conseiller au parlement, fils et petit-fils de parlementaire, qui a vécu dans l'hôtel familial de la paroisse Saint-Leu-Saint-Gilles :

Je ne saurais taire à quel point je trouvai secours et assistance dans la classe si estimable de la bourgeoisie de Paris. Je fus successivement caché chez plusieurs marchands des rues que j'avais habitées, et notamment

²⁵ Lyon-Caen 2009 et 2010 ; de Noirfontaine 2003.

²⁶ Plonger 1987 : 406 ; Campardon 1866 : 356 *sq.*

chez une Mme Tavaux, marchande mercière, qui demeurait à la porte de la maison que ma famille avait si longtemps occupée rue Bourg l'Abbé. Son mari était arrêté depuis deux ou trois mois et même très compromis pour la manière dont il s'était montré, au 10 août, dans le bataillon de la garde nationale dont il faisait partie. Cela n'empêcha pas Mme Tavaux, non seulement de me donner asile pendant deux ou trois nuits, mais de prendre tous les soins imaginables pour me trouver les témoins qui m'étaient nécessaires. La plupart de ceux qu'elle me procura ne me connaissaient en aucune façon, et cependant, sur sa seule parole, ils affrontèrent, pour me tirer de peine, le danger de se compromettre de la manière la plus grave. Je recueillis ainsi le fruit de quelques légers services rendus en d'autres temps par les miens.

Louis Taveau est un marchand quincaillier emprisonné comme girondin au moment des événements rapportés par Pasquier. Son épouse, Geneviève Joseph Merre est, comme Madame Bergeron, la fille d'un marchand de fer parisien. En 1782, elle a été dotée de 16 000 livres, tandis que Taveau, fils d'un laboureur, apportait une fortune bien supérieure (30 000 livres)²⁷. Mesdames Bergeron et Taveau ont en commun avec Madame Legros d'être des héritières et d'avoir conclu des mariages avec des hommes dotés d'un capital social inférieur. La filiation et l'hypogamie créent manifestement les conditions nécessaires à l'engagement féminin dans la sphère publique. Mais Mesdames Bergeron et Taveau sont plus gâtées du côté de la fortune, elles ont un rayon d'action restreint centré sur leur domicile (Latude insiste au contraire sur les multiples trajets que Madame Legros a dû faire à Paris et dans la banlieue pour obtenir sa libération) et elles se mobilisent dans le cadre de solidarités de voisinage et religieuses qui sont des valeurs traditionnellement associées aux femmes.

Madame Legros se singularise en effet par les résonances de son action dans la vie politique des années 1780, ce qui la rapproche de la figure exceptionnelle de Madame Roland (1754-1793). Manon Phlipon épouse Roland et Françoise Gellain sont non seulement de la même génération, mais aussi petites-filles et nièces de merciers déclassés. La famille maternelle de Manon comprend trois merciers, son aïeul Jacques Bimont (1690-1756) et ses oncles Thierry Duterne

²⁷ Pasquier 1894 : 94 ; Campardon 1866 : 422 ; AN, MC, X 698, 20 avril 1782, mariage Taveau – Merre.

et Adrien Jacques Bimont qui ont fait faillite dans les années 1760²⁸. Si leurs histoires familiales rapprochent Françoise et Manon, leurs cultures les distinguent. Le niveau intellectuel de Manon, qui a énormément lu et possède un vrai talent d'écrivain, est bien supérieur à celui de Françoise qui n'a guère laissé de traces écrites et n'a en particulier laissé aucun écrit justifiant son action. Manon a été très pieuse dans sa jeunesse avant de devenir agnostique, son oncle, l'abbé Bimont, a surveillé son éducation religieuse, alors que Françoise n'a, à ma connaissance, aucun prêtre dans sa famille proche. Un dernier fil invisible relie cependant les vies de Manon et de Françoise : l'homme qui a fait lire *La Nouvelle Héloïse* à Manon en 1775, l'abbé Legrand, est le frère du Nicolas François Legrand mentionné plus haut, le cousin germain par alliance de Madame Legros²⁹.

Pourquoi le combat de Madame Legros contre l'injustice s'est-il tourné vers Latude, un inconnu qui n'est ni un parent ni un voisin ni un ami ? Tous les témoignages soulignent qu'elle a pris seule, en 1781, cette initiative, mais dans des circonstances qui restent peu claires. Vers 1787 apparaît la légende selon laquelle la passion de Madame Legros pour la libération de Latude serait due à la lecture d'un de ses manuscrits trouvé par hasard, couvert de boue au coin de la rue des Fossés Saint-Germain-l'Auxerrois³⁰. En réalité, Madame Legros est sans doute allée à l'hôpital de Bicêtre pour rendre visite à un ami ou un parent enfermé dans un cabanon proche de celui de Latude, ou bien comme « marchande mercière », mêlée à la foule des

²⁸ AN, MC, LXVI 499, 16 octobre 1753, mariage Duterne – Bimont ; Y 9074, 19 avril 1763, sentence de séparation de biens Duterne – Bimont. Duterne est directeur de la manufacture de savons à Puteaux en 1787 ; Croq 2009.

²⁹ Sonnet 1987 ; *Mémoires de Madame Roland* 1905. L'abbé Legrand, aumônier du prince de Lamballe puis de la vénerie du roi, est généralement identifié, par erreur, avec Louis Alexandre Legrand.

³⁰ « Une femme, nommée Madame le Gros, sortant de sa maison, rue des fossés Saint-Germain-l'Auxerrois, dans le courant du mois de Juin 1781, vit au coin d'une borne un paquet de papiers déjà froissé, & couvert de boue : elle le ramasse, rentre chez elle, & lut ce qu'il renfermoit. C'étoit un Mémoire qui exposoit une partie des malheurs de Latude [...] adressé à un Président de Tournelle... », *Histoire d'une détention de trente-neuf ans dans les prisons d'État, écrite par le Prisonnier lui-même*, 1787, p. 77.

camelots qui vendent de menues marchandises aux prisonniers. Si les récits postérieurs multiplient les allusions au dévouement et à l'altruisme de Françoise, aucun ne témoigne de sa sensibilité religieuse qui suggérerait un engagement de nature charitable, destiné à assurer son salut. L'horizon de son action semble s'inscrire dans la perspective, toute laïque, de la bienfaisance, du secours apporté aux malheureux injustement accablés.

Peut-on aller au-delà ? Madame Legros a-t-elle conscience des enjeux politiques de son entreprise ? Sait-elle que son action contribue à discréditer les lettres de cachet et à affaiblir le parti « despotique » favorable à une hypercentralisation du pouvoir ? Rien ne l'atteste. En revanche, Madame Legros a été secondée, soutenue, encouragée, recommandée par des hommes et des femmes d'un rang, d'une notoriété ou d'une fortune nettement supérieurs aux siens, tels Adélaïde Agnès Bouvard de Fourqueux épouse Étienne Maynon d'Invaux, ancien contrôleur général des finances, le chevalier de Pougens, Madame Necker, les avocats Jacques Vincent Delacroix puis Bonhomme de Comeyras. Ces femmes et ces hommes envisageaient probablement la libération de Latude comme une pierre dans le camp de leurs ennemis politiques. Faut-il en conclure que l'action de Madame Legros a été commanditée, inscrivant son parcours dans celui des masses populaires manipulées, voire soudoyées par les puissants ? Au lieutenant général de police Lenoir, Madame Legros aurait avoué être l'agent de Condorcet et de Fréteau de Saint-Just³¹. Ce témoignage est sujet à caution car Latude reconnaît bien Condorcet comme l'un de ses bienfaiteurs, mais pas Fréteau, les deux hommes n'étant devenus parents qu'après le mariage de Condorcet en 1786. Il paraît vraisemblable que Madame Legros a mené l'entreprise de libération de Latude à son terme parce qu'elle était soutenue par les hommes et les femmes du « parti » libéral favorable aux états généraux et à une décentralisation du pouvoir, allié de façon ponctuelle au « parti de la reine » en la personne du baron de Breteuil qui a signé la libération de Latude³². Mais il est peu plausible que Madame Legros ait pensé son

³¹ Milliot 2001 : 631 ; Rude 1952 : 279-281.

³² Pour d'autres exemples d'association ponctuelle de deux « partis » contre un autre, voir Cottret 1998.

engagement comme un acte politique au sein des luttes de pouvoir qui opposaient alors les élites. Cette interprétation qui cantonne son objectif à l'espace de la bienfaisance est cohérente avec le seul acte public qu'on lui connaisse pendant la Révolution, son adhésion en 1791 à une des rares associations de bienfaisance féminine, le Cercle patriotique, « société de bienfaisance et de bonnes mœurs » dont l'objet est de développer l'éducation des filles et ainsi les sauver « des rigueurs de l'indigence et des pièges de la séduction en les habituant de bonne heure au travail »³³.

*

L'identité de Madame Legros est fondée sur des valeurs sociales traditionnelles, elle s'est nourrie autant de son histoire familiale, de sa vie dans un quartier où elle a un nom, de sa condition sociale d'héritière que de sa position conjugale dominante. Malgré sa maigre fortune, elle est une bourgeoise parisienne. Son initiative en faveur de la libération de Latude prend sens au sein d'un répertoire d'actions féminines qui en révèle l'originalité car elle dépasse le cadre familial de la paroisse et du voisinage pour s'intégrer dans les actions de bienfaisance et les grands débats/combats politiques des années 1780. Mais il y a manifestement un décalage entre les motivations de Madame Legros et la réception de son action par ses contemporains et après 1789, c'est sans doute malgré elle que Madame Legros est pensée comme une figure moderne de la citoyenneté féminine parisienne.

Bibliographie

- BAKER Keith Michael, 1993, *Au tribunal de l'opinion. Essais sur l'imaginaire politique au XVIII^e siècle*, Paris, Payot.
- BOUTHIER Alain, 2004, « Le négoce de quelques marchands de fer parisiens au début du XVIII^e siècle », in Jean-François BELHOSTE, Serge BENOÎT, Serge CHASSAGNE & Philippe MIOCHE (dir.), *Autour de l'industrie histoire et patrimoine. Mélanges offerts à Denis Woronoff*, Paris, Centre d'histoire économique et financière de la France, p. 47-62.
- CHARTIER Roger, 1990, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Le Seuil.

³³ Duprat 1993 : 272.

- CAMPARDON Émile, 1866, *Le Tribunal révolutionnaire de Paris, d'après les documents originaux conservés aux Archives de l'Empire*, Paris, Plon, 2 vol.
- COTRET Monique, 1998, *Jansénismes et Lumières. Pour un autre XVIII^e siècle*, Paris, Albin Michel.
- CROQ Laurence, 2009, « La vie familiale à l'épreuve de la faillite : les séparations de biens dans la bourgeoisie marchande parisienne aux XVII^e-XVIII^e siècles », *Annales de démographie historique*, 118, p. 33-52.
- , 2012, « Le dernier hommage : la comptabilité des dépenses funéraires et du deuil dans la société parisienne aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Histoire & mesure*, 27, p. 161-214.
- DEBIEN Gabriel, 1965, « Les départs de Manceaux pour Saint-Domingue (1771-1791) », *La Province du Maine*, 67, p. 238-249.
- DERMENJIAN Geneviève, GUILHAUMOU Jacques & Martine LAPIED (dir.), 2000, *Femmes entre ombre et lumière. Recherches sur la visibilité sociale (XVI^e-XX^e siècle)*, Paris, Publisud.
- DENISART Jean-Baptiste, 1777 [9^e éd.], *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence actuelle*, Paris, vve Desaint.
- DUPRAT Catherine, 1993, « Pour l'amour de l'humanité ». *Le Temps des philanthropes. La Philanthropie parisienne des Lumières à la monarchie de Juillet*, tome 1, Paris, CTHS.
- ERIKSEN Anne, 1998, « Être ou agir ou le dilemme de l'héroïne », in Pierre CENTLIVRES, Daniel FABRE & Françoise ZONABEND (dir.), *La Fabrique des héros*, éd. de la Maison des Sciences de l'homme, p. 149-164.
- FARGE Arlette, 1992, *Dire et mal-dire. L'Opinion publique au XVIII^e siècle*, Paris, Seuil.
- FOISIL Madeleine, 1974, « Les attitudes devant la mort au XVIII^e siècle : sépultures et suppressions de sépultures dans le cimetière parisien des Saints-Innocents », *Revue historique*, 510, p. 303-330.
- GARRIOCH David, 1986, *Neighbourhood and community in Paris, 1740-1790*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GODINEAU Dominique, 1988, *Citoyennes tricoteuses. Les Femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*, Aix-en-Provence, Aléa.
- JAL Augustin, 1867, *Dictionnaire critique de biographie et d'histoire. Errata et supplément pour tous les dictionnaires historiques d'après des documents authentiques inédits*, Paris, Plon.
- JUNOT ABRANTÈS, Laure, 1835, *Mémoires de Madame la duchesse d'Abrantès*, vol. 4, Paris, L. Mame éd.
- LANZA Janine M., 2007, *From Wives to Widows in Early Modern Paris*, Aldershot, Ashgate.
- LYON-CAEN Nicolas, 2009, « "Il faut qu'un party se sente bien faible quand il accepte et qu'il recherche de tels appuis". Femmes, jansénisme et publicité à Paris au XVIII^e siècle », *Atelier du CRH*, 4 [http://acrh.revues.org/1277#ftn14].
- , 2010, *La Boîte à Perrette. Le Jansénisme parisien au XVIII^e siècle*, Paris, Albin Michel.

- MAZA Sarah, 1997, *Vies privées, affaires publiques. Les Causes célèbres de la France pré-révolutionnaire*, Paris, Fayard.
- MICHELET, Jules, 1854, *Les Femmes de la Révolution*, Paris, Adolphe Delahays.
- MILLIOT Vincent, 2011, *Un Policier des Lumières : suivi de Mémoires de J.C.P. Lenoir*, Seyssel, Les classiques de Champ Vallon.
- NOIRFONTAINE Françoise de, 2003, « “Pierres vivantes de Port-Royal” : les bénédictines du Calvaire et la bulle *Unigenitus* », *Chroniques de Port-Royal*, 52, p. 159-175.
- NOS André, 1994, *Latude, Le jou de la liberté 1725-1805*, Pézénas, Éditions Domens.
- OFFENSTADT Nicolas & Stéphane VAN DAMME, 2007, « Introduction », in Luc BOLTANSKI, Élisabeth CLAVERIE, Nicolas OFFENSTADT & Stéphane VAN DAMME (dir.), *Affaires, scandales et grandes causes, De Socrate à Pinochet*, Paris, Stock, coll. « Les Essais ».
- PASQUIER Étienne Denis, 1894, *Histoire de mon temps. Mémoires du chancelier Pasquier*, Paris, Plon.
- PERROUD Claude (dir.), 1905, *Mémoires de Madame Roland*, Paris, Plon-Nourrit et Cie, 2 vol.
- PLONGERON Bernard (dir.), 1987, *Paris. Une Histoire religieuse des origines à la Révolution*, tome 1, Paris, Beauchesne.
- QUÉTEL Claude, 1981, « *De par le roi* ». *Essai sur les lettres de cachet*, Paris, Privat.
- RUDE Georges, 1952, « La composition sociale des insurrections parisiennes de 1789 à 1791 », *Annales Historiques de la Révolution Française*, 127, p. 256-288.
- SONNET Martine, 1987, *L'Éducation des filles au temps des Lumières*, Paris, Éditions du Cerf.